

A propos du document de Sylvian Chicote
Michel Husson, 27 septembre 2006

Le document de Sylvian Chicote (SC dans ce qui suit) s'intitule *Pas de programme d'éradication du chômage, d'augmentation des salaires et de retraite à 60 ans sans accroissement des richesses produites* <<http://hussonet.free.fr/chicote.pdf>>. Il ouvre le débat en référence implicite au document « emploi-pouvoir d'achat » de la Fondation Copernic (<http://www.fondation-copernic.org/COPP10-2.pdf>).

1. Des évaluations différentes du « coût » de la transformation sociale

Copernic évaluait à 240 milliards le coût du programme de transformation sociale. SC avance le chiffre de 690 milliards, presque trois fois plus élevé. Ces différences proviennent de trois volets de dépenses.

1.1. l'augmentation des salaires et des revenus

On arrive à peu de choses près au même montant : 119 milliards pour SC, 120 milliards pour Copernic. Mais la ventilation interne est différente et intègre la revalorisation des minima sociaux dans le cas de Copernic. C'est possible parce que toute augmentation de la masse salariale augmente celle des cotisations et des ressources qui financent ces dépenses. La réforme fiscale conduit aussi à de nouvelles sources de financement. La difficulté est ici de raisonner sur une « variante » d'ensemble, prenant en compte les entreprises et le budget de l'Etat ainsi que le dégagement de ressources.

1.2. la création de nouveaux emplois

Copernic raisonne sur une RTT qui crée 13 % d'emplois (environ 3 millions) et SC se fixe un objectif de 5 millions de créations d'emplois (+22 %). Cet écart explique la différence d'évaluation (158 milliards pour SC et 120 pour Copernic).

1.3. les retraites

SC chiffre à 390 milliards d'euros le coût d'un retour à la situation antérieure aux réformes Balladur-Fillon. Mais cette somme est étalée sur une période de 40 ans et on ne peut donc l'additionner aux précédentes qui sont calibrées sur un quinquennat, ce qui la ramènerait (en la divisant par 8) à 50 milliards. Cette somme n'apparaît pas dans le décompte de Copernic pour une raison que le document explique : le relèvement de la part des salaires sur cinq ans conduit à un surcroît de recettes pour les retraites qui couvre les dépenses de cette rubrique sur cette période.

2. Quel rapport entre croissance et répartition ?

Sur la base de ses estimations, SC développe une autre idée qui est présentée comme une objection à la démarche de Copernic : pour mener à bien la transformation sociale, il ne suffit pas de répartir autrement les richesses produites mais il faut aussi « les accroître considérablement ». Cependant, cette opposition est trop tranchée.

2.1. entre les salaires et l'investissement, il y a la finance

SC écrit : « Déjà le basculement de 160 milliards n'est pas si simple. Mais prendre la totalité des profits bruts c'est l'option de la pauvreté puisqu'il ne resterait rien pour l'investissement, pas même pour le renouvellement des équipements, rien pour la

recherche développement, rien pour les indispensables dépenses de formation (...) rien pour le remboursement des emprunts. Vouloir imposer une telle orientation ce serait s'engager dans une spirale dangereuse ».

Cette présentation suppose qu'il y a d'un côté les salaires, et de l'autre les profits qui vont à l'investissement et à la formation. Or, la part des salaires a baissé de dix points depuis 20 ans, mais ce recul n'est pas allé ni à l'investissement ni à la formation. Sa contrepartie, c'est la montée des revenus financiers. Et la contrepartie de la transformation sociale, ce sera leur baisse. C'est ce qu'écrivait Copernic pour répondre par avance à l'argument de la compétitivité : « ce transfert des revenus financiers vers les budgets sociaux et les salaires n'implique en tant que tel aucune hausse des prix, ni un recul de l'investissement, à condition que les entreprises versent moins de dividendes. Après tout, les coûts financiers font partie des coûts au même titre que les coûts salariaux : il s'agit simplement de remplacer les uns par les autres, de manière à garantir la « neutralité » de l'augmentation de la part des salaires ».

2.2. la croissance dépend de la répartition

La croissance et la répartition des revenus ne sont pas deux phénomènes indépendants : un PIB à 70 % de part salariale croît plus vite qu'à 60 %. Il y a là une critique fondamentale du modèle néo-libéral qu'il ne s'agit donc pas d'oublier. Copernic raisonne sur une croissance à 2 %, mais c'est pour montrer que, même avec cette hypothèse « pessimiste », le financement des mesures peut être assuré par une autre répartition. Mais il va de soi que la relance salariale enclenchera un cercle vertueux renforçant la croissance et l'emploi. Voilà ce que dit la note Copernic : « Bref, les moyens existent : en réduisant les dividendes des actionnaires et les rémunérations des dirigeants, en remettant en cause les exonérations inconditionnelles de cotisations, en taxant les revenus financiers, on dégage progressivement les points de PIB nécessaires pour financer ces projets, sans qu'il soit besoin de faire des paris insensés sur une croissance économique faramineuse, tout en sachant qu'une activité plus soutenue accroîtrait les marges de manoeuvre et permettrait de réduire les déficits ».

2.3. discuter du contenu de la croissance

L'idée qu'il faut discuter le contenu de cette croissance, ses priorités, est évidemment fondamentale, et suppose que les travailleurs s'emparent de droits nouveaux. SC y fait allusion mais son texte fait malgré tout de la croissance accélérée une condition incontournable : « On comprend que la perspective de la croissance peut causer des révisions déchirantes chez ceux qui pensent sincèrement qu'on pourrait s'en passer. Mais c'est ainsi, on ne peut faire autrement ». Son chiffre implique d'ailleurs un surcroît de croissance considérable. Même en ramenant les dépenses de retraite à 50 milliards sur 5 ans, on arrive à une estimation de 327 milliards de dépenses nouvelles, soit le double des 160 milliards que Copernic gage sur une croissance à 2 % et une part salariale relevée de huit points. Bref, il faut passer à une croissance de 4 %.

Il y a croissance et croissance et la satisfaction des besoins sociaux, notamment via le développement des services publics, peut fonder une croissance non productiviste. C'est ce qu'écrivait Copernic : « Il faut renverser cette priorité, en privilégiant la création d'emplois socialement et écologiquement utiles fondés sur la satisfaction des besoins sociaux, notamment dans les services publics. (...) Cela s'inscrit dans une politique visant à réorienter la production des richesses. Les plus urgents des besoins (santé, logement, éducation, transports collectifs, crèches et accueil des personnes âgées, économies d'énergie, recherche, etc.) correspondent, ou peuvent le faire, à ce

type d'« offre » : c'est le moyen de créer des emplois autrement que par une croissance productiviste et de réduire la part des activités écologiquement nuisibles ».

3. les outils de la transformation sociale

3.1. proportionner les moyens et les fins

Le schéma de SC n'est pas bouclé. Il évalue les dépenses à financer, dit qu'une forte croissance est le seul moyen pour le faire, mais ne chiffre pas les composantes de cette croissance. Les propositions mises en avant sont les suivantes : « Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, crédit sélectif, réforme des orientations de la BCE, modification du mode de calcul des cotisations sociales ». Ces dispositifs sont essentiellement des outils incitatifs. Mais la démonstration n'est pas faite qu'un crédit plus accessible et un coût du travail allégé par un changement d'assiette des cotisations sociales peuvent en soi dynamiser l'investissement, la formation et les créations d'emplois dans les proportions que SC juge par ailleurs nécessaires. De telles propositions sont utiles, mais ne peuvent suffire à fonder « la crédibilité du programme ».

3.2. quelle intervention des travailleurs ?

SC insiste à juste titre sur ce point, mais avec des formules qui restent floues, comme « la nécessité de pouvoirs radicalement nouveaux pour les travailleurs dans l'entreprise et les citoyens dans les territoires ». Sur ce plan là, il est vrai que nous avons à préciser les choses. La difficulté est que le document Copernic, centré sur l'emploi et les revenus, doit s'articuler avec d'autres contributions sur les moyens de l'intervention publique, sur les services publics, sur l'orientation de l'investissement qu'il ne pouvait qu'évoquer.

En revanche, le document avance des propositions sur le statut du salarié : « Une loi doit interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits », il faut « aller vers la suppression des licenciements au profit d'un statut garantissant le bénéfice du socle contractuel acquis par les salariés », etc. On peut se reporter au document Copernic pour voir que tout un ensemble de droits nouveaux sont mis en avant. Il faut en discuter et savoir si SC s'y retrouve, ce qu'il ne précise pas dans son commentaire.